

## PREFECTURE DE LA CHARENTE MARITIME

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'URBANISME  
et de l'environnement

N° 06- 2662  
DU 25/07/2006

**ARRETE**  
**portant autorisation d'exploitation d'une carrière  
à ciel ouvert d'argile kaolinique  
au lieu-dit "Chierzac Est"  
sur le territoire de la commune de BEDENAC**

**par la société A G S**

*LE PRÉFET de CHARENTE-MARITIME,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

**VU** le Code Minier

**VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1er

**VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi 2003-707 du 1<sup>er</sup> août 2003

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

**VU** l'arrêté préfectoral n° 97-850DIR I/B4 du 9 avril 1997 modifié autorisant la société AGS-BMP à exploiter une carrière de sable et d'argile kaolinique sur le territoire de la commune de BEDENAC, au lieu-dit « Chierzac Est »

**VU** la demande présentée par la société AGS, dont le siège social est à Clérac en vue d'être autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile kaolinique au lieu-dit "Chierzac Est", sur le territoire de la commune de BEDENAC

**VU** les plans annexés à la demande

**VU** les avis et rapport de l'Ingénieur Subdivisionnaire de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 20 mars 2006

**VU** les avis des services consultés lors de l'instruction de ladite demande

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de BEDENAC en date du 13 septembre 2005

**VU** les résultats de l'enquête publique ordonnée par arrêté préfectoral du ouverte du 2 août au 2 septembre 2005 inclus

**VU** la lettre adressée le 6 juin 2006 à la société A G S, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, lui faisant part des propositions de l'Inspecteur des installations classées

**VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 16 juin 2006.

**VU** la lettre du 5 Juillet 2006 portant à la connaissance du pétitionnaire, le projet d'arrêté statuant sur sa demande.

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire a fait savoir, par courrier en date du 12 juillet 2006, qu'il n'avait aucune à formuler sur ledit projet.

**CONSIDERANT** qu'au terme de l'article L 512 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral

**CONSIDERANT** que les engagements contenus dans la demande complétés par les dispositions du présent arrêté sont de nature à prévenir les inconvénients engendrés par cette activité

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Charente Maritime ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1<sup>er</sup> – DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1.1 - AUTORISATION

La société A G S, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Michel DEMARTHE, dont le siège social est situé à CLERAC, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile kaolinique, sur le territoire de la commune de BEDENAC, au lieu-dit : « Chierzac Est »

Cette activité ressort de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées ;

NUMERO NOMENCLATURE	ACTIVITE	CAPACITE	CLASSEMENT
2510-1	Exploitation de carrière	maximum : 60 000 t/an moyenne : 45 000t/an	AUTORISATION

Le présent arrêté vaut fait générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux des premières autorisations ou ceux des extensions.

Cette redevance est due pour les superficies suivantes :

	à la date de l'arrêté	+ 5 ans	+ 10 ans
Superficie en m <sup>2</sup>	29 872	27 014	25 392

Conformément au Code des Douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est due pour la délivrance du présent arrêté et exigible à la signature de celui-ci. En complément de celle-ci, elle est également due sous la forme d'une Taxe annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1er janvier ou ultérieurement à la date de mise en fonctionnement de l'établissement ou éventuellement de l'exercice d'une nouvelle activité. La taxe est due, dans tous les cas, pour l'année entière.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions, entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

**ARTICLE 1.2 - ABROGATION**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°97-850-DIR1/B4 autorisant la société AGS-BMP à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile kaoliniques et de sable sur le territoire de la commune de BEDENAC, au lieu dit « Chierzac Est » sont abrogées

**ARTICLE 1.3 - CARACTÉRISTIQUES DE L'AUTORISATION**

Les parcelles concernées sont les suivantes :

	Section	N° de parcelle	Superficie
<b>Renouvellement</b>	AC	N° 157, 158, 262 et 263	<b>53 424</b>
	AD	N° 2 à 4, 11 et 12 p	
<b>Extension</b>	AC	N° 71 à 85 N° 86, 87, 97, 268 et une partie de chemin rural N° 137, 138, 147 et 148 N° 149	<b>106 293</b>
	AD	N° 12 p N° 43 et 44	
<b>TOTAL</b>			<b>159 717 m<sup>2</sup></b>

L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

Les horaires d'exploitation de la carrière ( extraction ) sont les suivants : 7h-22h

L'épaisseur d'extraction maximale est de 19m.....

La cote minimale NGF du fond de la carrière est de 56mNGF.....

La pente maximale des fronts de tailles est limitée à 45° par rapport à l'horizontale

Avant le 1<sup>er</sup> Mars de l'année N+1, le tonnage extrait de l'année N est adressé à l'inspection.

La quantité totale d'argile à extraire est estimée à 398 000 m<sup>3</sup>

Une épaisseur d'argile d'au moins 1,50 m sera laissée au dessus du substratum calcaire

**ARTICLE 1.4 - MODIFICATIONS**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode l'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 1.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, doit en faire la demande d'autorisation auprès du Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette demande d'autorisation doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire. Elle doit comporter en annexe les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières. L'accord écrit du précédent exploitant ainsi que les accords des propriétaires (droits de forage) doivent être annexés à la demande.

## **ARTICLE 1.6 - ACCIDENT OU INCIDENT**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 2.1 ci-dessous, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511, livre V, titre I du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

## **ARTICLE 1.7 - CONTRÔLES ET ANALYSES**

L'inspection des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

## **ARTICLE 1.8 - ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTRÔLE ET REGISTRES**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## **ARTICLE 1.9 - GARANTIES FINANCIERES**

### **1.9.1 - Conditions générales**

1. La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.
2. L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.
3. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation 6 mois au moins avant son terme.
4. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :  
Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
5. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
6. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1, livre V, titre I du code de l'environnement.

### **1.9.2 - Montant**

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes quinquennales est de :

<b>Périodes</b>	<b>0-5 ans</b>	<b>5-10 ans</b>	<b>10-15 ans</b>
Montant € TTC	33 579 €	49 444 €	38 593 €

**1.9.3 - Indice TP01**

L'indice de référence utilisé pour le calcul des montants ci-dessus est de 507.1.

**ARTICLE 1.10 - ECHEANCES**

Le présent arrêté est applicable dès sa notification

**ARTICLE 1.11 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION**

Article	Objet	Périodicité
1.3	Tonnage maximal extrait	Annuelle
2.2	Plan à jour de l'exploitation	A la fin de chaque période quinquennale

**ARTICLE 2 - EXPLOITATION**

**ARTICLE 2.1 - REGLEMENTATIONS GENERALES**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90 et 107 du code Minier
- le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE)
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

**ARTICLE 2.2 - REGISTRES ET PLANS**

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 2.9.3 ci-dessous et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.

Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. A la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 2.3 - DIRECTION TECHNIQUE - PREVENTION - FORMATION**

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Par ailleurs, il rédige le Document de Sécurité et de Santé (DSS), les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

.../...

Dans le cas des autorisations d'exploiter initiales, le DSS est adressé au Préfet.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations sont tenus à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

#### **ARTICLE 2.4 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

L'exploitant déclare le début d'exploitation tel que prévu à l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié après avoir satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 2.5.1 à 2.5.4 ci-après.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans le présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.5 - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

##### **2.5.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **2.5.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1) Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2) Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### **2.5.3 - Eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1, livre II, titre I du code de l'environnement, l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

##### **2.5.4 - Accès à la carrière**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

- le chemin rural sera dévié conformément aux dispositions conventionnelles passées avec la commune de BEDENAC ;
- la partie du chemin rural située entre la sortie de la carrière et la voie de substitution qui longe la RN10 sera renforcée et revêtue à la charge de l'exploitant ;
- une signalisation sera mise en place par l'exploitant sur la voie de substitution et sur le chemin rural, en accord avec le service gestionnaire de la voirie.

## **ARTICLE 2.6 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION**

### **2.6.1 - Patrimoine archéologique**

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la Mairie, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des Installations Classées.

### **2.6.2 - Modalités particulières d'extraction**

L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

Elle se fera à ciel ouvert à l'aide de pelle chargeur, tombereaux et camions, en cinq phases quinquennales, comportant chacune cinq tranches annuelles.

Chaque tranche est décomposée comme suit :

- défrichement et décapage de la terre végétale mise en merlon de protection,
- enlèvement des sables argileux de découverte et remblayage coordonné des zones déjà exploitées,
- extraction de l'argile
- remise en état final des parties remblayées.

Les travaux débuteront au nord de l'extension pour se terminer à l'est.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.

### **2.6.3 – Espèces protégées**

Si, en cours ou en fin d'exploitation, est constatée la nidification dans les fronts de taille d'espèces protégées (hirondelles des rivages ou guêpiers d'Europe), l'exploitant en informera le préfet en lui précisant les modalités particulières d'exploitation qu'il envisage de mettre en œuvre et les mesures de sauvegarde qu'il propose éventuellement de retenir dans le cadre du réaménagement final de l'exploitation.

## **ARTICLE 2.7- EVACUATION DES MATÉRIAUX**

Les véhicules chargés sortant de la carrière utiliseront la voie de substitution qui longe la RN 10 vers le Sud pour rejoindre la RD 145 puis la RD 158 jusqu'à Clérac.

Les véhicules à vide venant de Clérac emprunteront les RD 258 et ex RD 259 pour arriver sur la voie de substitution par le Nord.

Les véhicules en charge ou à vide desservant l'usine d'Oriolles utiliseront la RN 10 via le carrefour du Jarcelet.

Le maintien en état du chemin rural emprunté par les véhicules de transport d'argile sera assuré par l'exploitant.

## **ARTICLE 2.8 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION A CIEL OUVERT**

### **2.8.1 - Déboisement et défrichage**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le déboisement se fera en dehors des périodes de nidification (début avril – mi août).

### **2.8.2 - Technique de décapage :**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

## **ARTICLE 2.9 - SECURITE PUBLIQUE**

### **2.9.1 - Interdiction d'accès**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **2.9.2 - Garantie des limites du périmètre**

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

## **ARTICLE 3 - PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES RISQUES**

---

### **ARTICLE 3.1 - DISPOSITIONS GENERALES**

Les carrières sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôts de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **ARTICLE 3.2 - POLLUTION DE L'EAU**

L'installation de pompage des eaux d'exhaure est munie de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. L'exploitant doit en assurer le bon fonctionnement et conserver les données correspondantes sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



### 3.2.3 - Prévention des pollutions accidentelles

1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

L'usage d'un dispositif présentant des garanties équivalentes est autorisé.

2. Tout stockage de carburant de capacité supérieure à celle utilisée durant la période journalière est interdit. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
  - 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

3. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

### 3.2.4 - Eaux de procédés des installations

#### 3.2.5 - Prélèvement d'eau

Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour usage industriel n'est pas autorisé.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

#### 3.2.6 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

##### 3.2.6.1 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales)

Les eaux d'exhaure subiront, avant rejet dans le milieu naturel, un décantation et si nécessaire un traitement supplémentaire pour respecter les limites fixées ci-après. La capacité minimale du bassin sera de 3 000 m<sup>3</sup>.

1. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :
  - le pH est compris entre 5,5 et 8,5
  - la température est inférieure à 30° C
  - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l (norme NF EN 872)
  - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101)
  - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les MEST, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

2. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Le rejet se fera dans le fossé de drainage situé à l'ouest de la carrière lequel se jette dans « La Coudrelle ».

### 3. Suivi des rejets

L'ensemble des paramètres ci-dessus seront contrôlés au moins une fois par an, le PH et les matières en suspension, au moins une fois par mois durant les périodes d'extraction.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

L'auto-surveillance est réalisée par l'exploitant ou un organisme tiers, sous sa propre responsabilité.

Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Un contrôle des effluents est réalisé tous les ans.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### 3.2.6.2 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règlements sanitaires en vigueur.

### **ARTICLE 3.3 - POLLUTION DE L'AIR**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier :

- les pistes de circulation seront arrosées en tant que de besoin en période estivale,
- les travaux de décapage se feront en dehors des périodes d'extrême sécheresse.

### **ARTICLE 3.4 - BRUIT**

#### 3.4.1 - Zones à émergence réglementée

On appelle émergence la différence entre le niveau du bruit ambiant, carrière en exploitation, et le niveau du bruit résiduel lorsque la carrière est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation.
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

<b>BRUIT</b> <b>Valeurs Limites et Points de Contrôle</b>
--

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)

Valeurs admissibles en limite de propriété	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés
<b>POINTS DE CONTRÔLES</b>	<b>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)</b>
Limites du périmètre d'autorisation	70dB (A)

Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté' puis périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. En tout état de causes de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les trois ans.

#### **3.4.4 - Véhicules et engins de chantier**

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent respecter la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

#### **ARTICLE 3.5 - DECHETS**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

#### **ARTICLE 3.6 - RISQUES**

##### **3.6.1 - Incendie et explosions**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

##### **3.6.2 - Installations électriques**

L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 4 - FIN D'EXPLOITATION**

#### **4.1 - Dispositions générales**

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant :

- un mémoire sur l'état du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511, livre V, titre I du code de l'environnement modifiée et notamment :
  - la valorisation ou l'élimination vers des installations dûment autorisées de tous les produits polluants et déchets
  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
  - la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués
  - les conditions de remise en état et d'insertion du site dans son environnement ainsi que son devenir ; la mise en sécurité des fronts de taille et le nettoyage des terrains, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement, et les modalités de mise œuvre de servitudes.
  
- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies ;
- le plan de remise en état définitif.

La remise en état doit être achevée 6 mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

#### **4.2 - Etat final**

##### Conditions de remise en état proposées

La remise en état se fera au fur et à mesure de l'avancée des travaux, elle consistera pour la partie actuellement exploitée à la restitution d'un relief identique à celui d'origine, par remblayage, puis régalinge des terres végétales préalablement conservées et plantation d'un boisement mixte, sur environ 15 % de la superficie. Ces espaces feront l'objet d'un simple régalinge de manière à favoriser l'implantation d'une végétation de type Landicole, à l'intérieur de ces clairières seront créées des dépressions susceptibles de retenir les eaux météoriques.

Le même type de réaménagement sera réalisé sur l'extension.

A l'extrême Est, la fosse restante sera destinée à être remplie en eau, au préalable, un palier émergé sera réalisé en périphérie afin de faciliter l'implantation de plantes hygrophiles.

Les schémas d'exploitation et de remise en état sont annexés au présent arrêté.

#### **4.3 - Remblayage**

Le remblayage ne peut être réalisé qu'avec les stériles et des matériaux de recouvrement provenant de la carrière ;

### **ARTICLE 5 ↪ DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

---

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
  
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

## **ARTICLE 6 ⇨ PUBLICATION**

---

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, est affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de La Rochelle (Service de l'Environnement - Bureau de la Nature et des Sites) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

## **ARTICLE 7 ⇨ APPLICATION**

---

Messieurs - le secrétaire général de la préfecture de Charente-Maritime,  
- le sous-préfet de JONZAC.....,  
- le maire de la commune de BEDENAC.....,  
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société AGS.

LA ROCHELLE, le 25/07/2006

Le Préfet,  
Jacques REILLER